



MARTINE
BERTHET

SENATRICE DE LA
SAVOIE

*Membre de la
Commission des
Affaires Économiques*

*Membre de l'Office
Parlementaire
d'Évaluation des
Choix Scientifiques et
Technologiques*

CONSEILLERE
DEPARTEMENTALE DE
LA SAVOIE

Canton Albertville I

*Présidente de la 5^{ème}
Commission*

ANETT

Vice-Présidente

Monsieur Stéphane Séjourné
Vice-président exécutif pour la
prosperité et la stratégie industrielle de la
Commission européenne
Rue de la Loi 200
1049 Bruxelles
Belgique

Paris, le 17 octobre 2025

Réf. : MB/NB

Monsieur le Commissaire européen,

Faisant suite à notre échange du mardi 14 octobre dernier, lors de votre audition conjointe par les Commissions des affaires économiques de l'Assemblée nationale et du Sénat, je souhaite revenir sur les difficultés majeures rencontrées par les industries de la sidérurgie, des métaux et de la chimie.

Comme vous le savez, le contexte actuel est particulièrement éprouvant pour ces secteurs stratégiques. En plus des pratiques de dumping en provenance de la Chine, nos industriels doivent faire face aux tarifs douaniers imposés par les États-Unis. Même nos acteurs les plus solides connaissent aujourd'hui des difficultés sans précédent.

Dans mon département de la Savoie, l'entreprise Ferroglobe a arrêté ses fours dans un premier temps pour 3 mois, Tokaï Cobex a suspendu ses investissements, tandis que Fysol et Owens Corning s'appêtent à venir compléter une longue liste de plus de quinze usines déjà fermées, entraînant la perte de plus de 7 000 emplois. Ces fermetures fragilisent non seulement notre tissu industriel local, mais menacent plus largement la souveraineté industrielle de la France.

Lors de mon intervention, j'ai salué les avancées significatives permises par les récentes mesures européennes sur l'acier. Elles étaient indispensables. Toutefois, il est désormais urgent de les concrétiser et d'élargir ces efforts à d'autres filières industrielles également en péril.

Avant de chercher à attirer de nouvelles entreprises pour produire les matières premières dites critiques, nous devons d'abord préserver celles qui existent déjà sur le sol européen et français. Ces industries constituent le socle de notre économie en fournissant les matériaux de base indispensables à l'ensemble de nos filières. Par exemple, la fibre de verre est essentielle aux secteurs de la



défense, de l'automobile et des énergies renouvelables ; le silicium et le ferrosilicium sont indispensables aux télécommunications, à la construction, aux nanotechnologies, aux silicones et au photovoltaïque, entre autres... Sans ces industries, c'est l'ensemble de notre appareil productif qui serait fragilisé.

Face à la concurrence déloyale qui les menace, plusieurs leviers doivent être activés au niveau européen :

- D'une part, le renforcement des mesures anti-dumping, afin de contrer les stratégies de contournement mises en œuvre par la Chine, notamment via des pays dits « amis » de l'Europe, tels que l'Égypte. Dans le secteur de la fibre de verre, ce pays représente désormais près de 20 % des parts du marché européen, en raison de l'implantation d'usines chinoises sur son territoire et de coûts de production largement inférieurs à ceux supportés par les industriels européens. Trois nouveaux fours y sont d'ailleurs en cours de construction.
- D'autre part, la mise en place urgente d'une clause de sauvegarde pour le silicium, le ferrosilicium et le manganèse. Une telle mesure avait été envisagée plus tôt cette année par la Commission européenne, mais le silicium en avait été exclu, empêchant tout accord utile pour Ferroglobe, leader mondial et premier producteur européen de silicium et ferrosilicium.

L'adoption de telles mesures permettrait non seulement de rétablir une concurrence loyale pour nos industriels mais aussi de sécuriser l'avenir d'entreprises stratégiques ancrées en Savoie, en France et en Europe.

Monsieur le Commissaire européen, la situation exige une réaction rapide et déterminée. Il en va de la compétitivité de notre industrie, de notre souveraineté économique et de milliers d'emplois dans nos territoires. Je compte sur votre engagement pour porter ce message d'urgence au niveau européen et pour œuvrer à la mise en place de solutions concrètes et protectrices pour nos industries.

Je vous remercie par avance de l'attention que vous porterez à ce dossier prioritaire, et vous prie d'agréer, Monsieur le Commissaire européen, l'expression de ma haute considération.

Martine Berthet